

Séance ordinaire du mardi 17 décembre 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le dix sept décembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Emploi et création d'entreprises

Présents :

Tasnim AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Luc ALBERNHE ayant donné pouvoir à Patricia MIRALLES, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Laurent NISON ayant donné pouvoir à Boris BELLANGER, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, Annie YAGUE ayant donné pouvoir à Stéphanie JANNIN.

Absents / Excusés :

Elodie BRUN-MANDON, Roger-Yannick CHARTIER, Mickaël DIORE, Hind EMAD, Salim JAWHARI, Flora LABOURIER, Mikel SEBLIN, Joëlle URBANI, François VASQUEZ

Abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) dans les Quartiers prioritaires de la Politique de la Ville (QPV) de Montpellier - Conventions 2025-2030 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dernier contrat de ville est arrivé à échéance le 31 décembre 2023 pour laisser la place à une nouvelle contractualisation appelée « *Engagements Quartiers 2030* ». Depuis 2014, la loi Lamy en constitue le cadre de sa mise en œuvre et a confié aux Métropoles le pilotage de l'élaboration et du suivi du contrat, en association étroite avec l'État et les autres partenaires signataires. La circulaire du 31 août 2023 relative à la préparation des futurs contrats de ville et les conclusions du Comité Interministériel des Villes (CIV) du 27 octobre 2023 s'inscrivent dans cette continuité, en supprimant cependant la logique de piliers d'intervention, pour la remplacer par l'identification des enjeux locaux les plus prégnants, définis localement, arrêtés en lien étroit avec les habitants et adaptés aux besoins et ressources de chaque territoire.

Quatre grandes priorités ont ainsi été définies pour la nouvelle contractualisation, en collaboration avec l'État. Elles répondent à des préoccupations fortes sur les quartiers et à une ambition partagée par les partenaires. Leur déclinaison en orientations stratégiques et opérationnelles a été travaillée en prenant appui sur les réunions territoriales et dans le cadre des groupes de travail thématiques. Il s'agit de :

- Education et jeunesse ;
- Accès aux droits et lien social ;

- Sécurité - tranquillité publique et cadre de vie ;
- Emploi et entrepreneuriat.

Elles sont complétées par 2 grands défis transversaux :

- Le défi de l'égalité ;
- Le défi de la transition écologique et solidaire.

Afin de prendre en compte les spécificités de chacun des quartiers et répondre au mieux aux besoins des habitants, des projets de quartier ont été élaborés sur la base notamment d'un diagnostic partagé et de rencontres territoriales. En cohérence avec la stratégie globale du contrat de ville, ils déclinent les orientations principales à mettre en dynamique pour la période 2024-2030 sur chacun des 10 quartiers considérés.

Ce nouveau contrat de ville « *Engagements Quartiers 2030* » a été signé à Montpellier, le 23 septembre 2024.

Pour accompagner la dynamique existante, les bailleurs, signataires du Contrat de Ville « *Engagements Quartiers 2030* », peuvent bénéficier d'un abattement de 30% de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB), situées dans les 10 QPV de Montpellier, sous réserve de la signature par les partenaires (État, collectivité et bailleurs), d'une convention présentant les modalités d'élaboration, d'application, de suivi et de bilan de cet abattement, pour la période 2025-2030.

Ces conventions constituent le cadre de référence des engagements de chacun des signataires à savoir l'État, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et chaque bailleur. Elles s'inscrivent dans les orientations définies par le contrat de ville et les démarches de gestion urbaine et sociale de proximité dans une logique de projet de territoire.

Comme le prévoit le cadre national, les actions valorisables au titre de l'abattement de la TFPB visent un renforcement de l'entretien et de la gestion du parc Hlm ainsi que l'amélioration de la qualité de service rendu aux locataires. En fonction du diagnostic partagé, les actions peuvent porter sur les axes suivants :

- Renforcement de la présence du personnel de proximité ;
- Formation spécifique et soutien au personnel de proximité ;
- Sur-entretien ;
- Gestion des déchets et encombrants/épaves ;
- Tranquillité résidentielle ;
- Concertation/sensibilisation des locataires ;
- Animation, lien social, vivre ensemble ;
- Petits travaux d'amélioration de la qualité de service.

Les principales attentes des habitants relevées lors de l'élaboration du Contrat de Ville et du diagnostic partagé concernent le cadre de vie, les questions de sécurité et de tranquillité publique, ainsi que la transition écologique et solidaire. Une collaboration étroite avec les bailleurs est donc indispensable.

Les priorités d'action seront définies au regard du diagnostic partagé (quartier par quartier dans une logique de renforcement de la territorialisation des actions menées), des domaines d'activités des organismes Hlm et en lien avec les orientations du contrat de ville. Elles devront s'articuler en complémentarité avec les politiques de droit commun et les autres dispositifs sectoriels, notamment pour les sujets ne relevant pas directement de la compétence des organismes Hlm tels que la gestion des déchets ménagers, les mobilités, l'emploi ou la sécurité (NPNRU, Plan local de sécurité ou CLSPD, plan de déplacement, plan alimentaire territorial, cités de l'emploi et politiques de l'emploi, etc.).

Les programmes d'actions prévisionnels par quartier, définis par chaque bailleur sur la base de ces orientations stratégiques et annexés aux présentes conventions, seront régulièrement évalués sur les territoires, lors de Comités de Suivi Territoriaux (CST). Ils feront également l'objet d'une présentation annuelle en comité technique du contrat de ville et lors de la revue de projet du comité de pilotage de la politique de la ville, afin de mesurer les moyens engagés, les résultats obtenus, et, le cas échéant, de permettre des ajustements dans le respect des modalités fixées dans les conventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions relatives à l'utilisation de l'abattement de la TFPB dans les QPV et leurs plans d'actions ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK.

Fait à Montpellier, le 24 décembre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 décembre 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241217-286327-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 26/12/24
Réception en Préfecture : 26/12/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.